Déclaration internationale 21 Septembre 2015

Journée internationale de lutte contre les monocultures d'arbres

Parmi les plantations de monoculture d'arbres à des fins industrielles encouragées dans divers pays et continents – principalement d'eucalyptus, de pin, de caoutchouc, d'acacia et de palmier à huile –, ce sont celles de palmier à huile qui ont connu la croissance la plus rapide au cours des dernières décennies. De 1990 à 2010, la superficie de ces plantations a triplé à l'échelle mondiale, avec une croissance particulièrement forte en Indonésie et Malaisie.

Jusqu'à tout récemment, les fournisseurs locaux d'huiles et de graisses – y compris les fournisseurs d'huile de palme dans de nombreux pays africains – dominaient les marchés nationaux d'huiles végétales. Les politiques et les réglementations nationales protégeaient les producteurs locaux d'huile végétale contre les importations bon marché. Mais depuis 15 ans, une série de traités de libre-échange a éliminé la majorité de ces protections dans plusieurs pays et ouvert la porte aux produits étrangers. Et c'est maintenant le cas du palmier à huile. Cette situation est à l'origine de l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile, non seulement en Indonésie et en Malaisie, mais aussi dans les pays d'Afrique et d'Amérique latine qui se trouvent près de l'équateur, où les conditions climatiques sont propices à la croissance de cette plante. Une autre tendance qui encourage l'expansion de cette industrie concerne la demande croissante en biocarburants agricoles, principalement en Europe. La croissance exponentielle des plantations industrielles de palmiers à huile comporte un coût très élevé : un nombre croissant d'impacts économiques, sociaux, culturels et environnementaux qui causent d'importantes pertes de biodiversité et touchent les communautés des pays et des régions où ces plantations se développent.

Après que le système de certification de la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO, pour son sigle en anglais) ait faussement promis la « durabilité » des produits des plantations industrielles de palmiers à huile – et que d'autres systèmes de certification plus récents, notamment en Indonésie, lui aient emboîté le pas –, voici que la politique de « responsabilité entrepreneuriale » du secteur du palmier à huile se résume maintenant à un engagement à se conformer à une soi-disant politique de « zéro déforestation nette. » Les principaux acteurs de ce secteur dominé par des sociétés transnationales et des grandes institutions financières ont déjà promis cette « déforestation zéro, » que prônent également les grandes ONG de conservation qui collaborent étroitement avec les transnationales du secteur. Cependant, il s'agit d'engagements volontaires, non pas de normes obligatoires. Deuxièmement – et c'est peut-être le plus important –, les rapports provenant du terrain révèlent déjà que, *après* que les transnationales aient formulé ces engagements, elles ont fait l'objet de nombreuses dénonciations de violation environnementale et sociale. On n'a qu'à penser aux plaintes contre Wilmar et ses activités en Ouganda, où l'expansion de ses plantations de palmier à huile a causé le déplacement forcé de paysans. Mais le plus troublant dans ces « engagements » publics des entreprises d'huile de palme, c'est sûrement qu'elles ne projettent pas de mettre fin à

l’expansion des plantations industrielles de palmiers à huile. Pire encore, ces promesses indiquent qu’à leurs yeux, la déforestation est l’unique problème d’importance des plantations industrielles de palmiers à huile.

L’expansion des plantations industrielles de palmier à huile et d’autres espèces d’arbres a causé la déforestation de millions d’hectares. Les forêts sont essentielles et il est devenu urgent d’arrêter la déforestation, notamment parce qu’elles procurent les moyens d’existence, et constituent le milieu de vie, des communautés qui dépendent d’elles. Mais l’agrobusiness parle de protéger les forêts non pas pour assurer le bien-être des populations locales ou pour vraiment conserver les habitats et les espèces. Ce qui compte pour elles, c’est plutôt que les forêts – et tout particulièrement des arbres –, sont devenues d’importantes sources de revenus dans le contexte du « capitalisme vert », car en stockant le carbone et la biodiversité, ils sont des sources potentielles de crédits de carbone et de biodiversité qui peuvent être vendus aux pays et aux entreprises qui contaminent l’environnement.

Les politiques REDD+ et celles qui lui sont apparentées font la promotion du financement de la conservation des forêts par le biais de la vente de crédits de carbone et de biodiversité des zones boisées. Ces politiques peuvent profiter aux sociétés privées en leur donnant accès à ces zones au moyen de concessions ou de titres de propriété pour l’établissement de plantations. Les marchés du carbone et de la biodiversité peuvent ainsi canaliser des fonds vers les entreprises de palmier à huile pour leurs services de conservation de ces zones boisées ayant une soi-disant « haute valeur en carbone. » Les grandes sociétés de palmier à huile ont embauché des consultants un peu partout sur la planète pour identifier la valeur en carbone et en biodiversité de leurs concessions et propriétés foncières. Mais la conservation de zones à « haute valeur en carbone » ne résout aucunement les problèmes fondamentaux du secteur des plantations industrielles à grande échelle, lesquelles comportent une forte consommation d’eau, l’utilisation de produits agrotoxiques, d’engrais chimiques et d’énergies fossiles, et occupent des territoires immenses qui étaient les habitats ou les milieux de subsistance de populations importantes. Et avec ses projets d’expansion toujours plus gros, au lieu d’offrir une solution réelle aux changements climatiques, le secteur du palmier à huile continuera de contribuer aux perturbations climatiques. Ce sont les peuples forestiers et les communautés paysannes qui sont les plus touchés par ce type de politiques, qui verront l’expansion des plantations de palmiers à huile autour d’eux restreindre de plus en plus leur accès aux terres et aux forêts. Pour ces populations, qui ne sont aucunement responsables du problème actuel des changements climatiques, toutes les zones qu’elles occupent et contrôlent sont d’une importance vitale pour leurs moyens d’existence et leur avenir, pas uniquement les forêts à « haute valeur de carbone. ».

Par ailleurs, les gouvernements des pays producteurs d’huile de palme, conjointement avec les sociétés transnationales du secteur, se sont mobilisés pour demander que les plantations soient reclassées, qu’elles soient considérées comme des « forêts » au lieu de cultures agricoles dans leurs propres pays et aussi au plan international. Selon la définition actuelle de la FAO, une forêt est fondamentalement une zone avec une couverture arborée. L’objectif des entreprises de palmier à huile est de s’assurer d’avoir accès à « l’occasion d’affaires » que représenterait un accord REDD+ dans le cadre des négociations de l’ONU sur le climat qui auront lieu à Paris à la fin de cette année. Ainsi, elles pourraient vendre des crédits de carbone dans l’avenir, en utilisant les arguments absurdes de « déforestation nette zéro » et de « reforestation. »

Par ailleurs, l’emphase sur la déforestation tend à détourner l’attention des nombreux effets néfastes des plantations industrielles de palmiers à huile dans de nombreux pays, notamment :

- **Destruction des moyens d'existence locaux et évictions**. Les régions où l'on promeut les plantations de palmiers à huile sont le foyer de paysans et de peuples indigènes et des zones abritant des forêts tropicales dont ces communautés dépendent aux plans économique, social, spirituel et culturel. C'est pourquoi les plantations industrielles de palmier à huile causent la perte de terres et du même coup des moyens d'existence des communautés, et notamment des femmes en raison de leur relation spécifique avec la forêt. Il en résulte l'éviction de ces communautés. Les presque 20 millions d'hectares de plantations industrielles de palmier à huile en Amérique latine, en Afrique et en Asie ont bouleversé la vie d'un grand nombre de personnes dont les territoires ont été envahis et les forêts détruites. Cette destruction nuit considérablement à la souveraineté alimentaire de ces communautés et de régions entières.
- **Abattage destructif et violations des droits de l'homme.** Dans de nombreux cas, ces plantations sont établies sur des terres qui ont d'abord fait l'objet d'une exploitation forestière destructive ouvrant ainsi la voie aux plantations de palmiers à huile. On estime que rien qu'à Sabah et à Sarawak (les deux États de Malaisie au Bornéo), la superficie des plantations de palmiers à huile – qui ont sûrement comporté des conversions de forêts et/ou la violation des droits ancestraux des Indigènes à la terre – avait atteint un total de 1,5 million d'hectares en 2014 : 1,1 million à Sarawak et 0,4 million à Sabah. D'autre part, la pratique de déboiser par le feu pour établir les plantations de palmier à huile se poursuit depuis plus de dix ans en Indonésie, produisant une brume sèche qui persiste presque toute l'année dans le sud-est de l'Asie. Cette pratique nuit à l'environnement et à la santé de millions de citoyens et citoyennes.
- **Accès privilégié aux terres pour les entreprises, mais pas pour les communautés.** L'introduction du modèle de culture industrielle du palmier à huile dans un pays ou une zone donnée, au moyen de concessions foncières, garantit aux entreprises un accès privilégié aux terres agricoles durant de longues périodes, ce qui accroît leur pouvoir et leur influence. En Amérique latine, elle encourage la privatisation et la concentration des terres alors que l'État offre des incitatifs pour la privatisation des terres appartenant à l'État au moyen de l'attribution de titres de propriété individuels, un processus qui encourage la spéculation financière. Partout, les luttes pour garantir les droits collectifs des communautés sur leurs territoires et une agriculture diversifiée et agroécologique contrôlée par la communauté deviennent de plus en plus ardues. Les gouvernements et les organisations internationales qui appuient le développement de l'agriculture industrielle font fi des revendications des communautés et affirment plutôt que les plantations de palmiers à huile les aideront par la création d'emplois.
- **Conditions de travail misérables.** Le nombre d'emplois est en réalité faible, et les conditions de travail dans les plantations de palmiers à huile sont difficiles, bien souvent proches de l'esclavage. D'autre part, on a documenté de nombreux cas de travail d'enfants, ainsi que de toxicomanie chez les travailleurs et de prostitution. Les travailleurs sont également particulièrement touchés par l'obligation d'appliquer des produits agrotoxiques dans les plantations de monocultures, y compris des produits interdits dans plusieurs pays. Comme le palmier à huile pousse dans un climat très chaud et humide, il est très inconfortable d'utiliser des vêtements protecteurs. Et même lorsque les travailleurs et travailleuses utilisent cet équipement comme il faut, ils confient qu'ils sont souvent exposés à des concentrations qui menacent leur santé. Beaucoup d'entre eux contractent des maladies chroniques pour le reste de leur vie, sans pouvoir toucher une compensation. La situation des travailleurs s'aggrave encore plus avec la crise économique actuelle, alors que les entreprises cherchent à maintenir leurs taux de profit en coupant ce qu'ils appellent les « coûts en main-d'œuvre. »
- **Augmentation de la criminalisation des mouvements sociaux et de l'opposition locale.**

Un aspect très inquiétant est que les communautés et les organisations qui les appuient, ainsi que les travailleurs et travailleuses des plantations de palmiers à huile, sont confrontés aux violations des droits de l'homme et à la criminalisation des mouvements sociaux, qui ont tendance à augmenter partout sur la planète. Rien qu'au Honduras, au cours des 10 dernières années, près de 140 personnes – principalement des membres de communautés – ont été tuées dans le cadre de conflits entre les communautés et les entreprises de palmier à huile. Il y a aussi eu des assassinats, des détentions et la persécution de ceux et celles qui ne faisaient que lutter pour défendre les droits collectifs de leurs communautés chez eux et s'opposaient à l'invasion de leurs territoires par les entreprises de palmier à huile. D'autre part, les entreprises peuvent compter sur toutes sortes de services de protections offertes par les forces de sécurité de l'État, comme la police et même l'armée.

Depuis 2006, le 21 septembre est la Journée internationale de lutte contre les monocultures d'arbres dont l'objectif est d'accroître la visibilité du nombre croissant de peuples et de communautés, souvent marginales, et composées majoritairement de femmes et de jeunes, qui luttent dans différents lieux et pays contre les monocultures industrielles de palmier à huile et d'autres monocultures d'eucalyptus, de pins, d'acacias et de caoutchouc. Cette journée internationale aide à briser le silence sur les violations que subissent les communautés dont les territoires sont envahis ou entourés par ces monocultures.

Les plantations industrielles de palmier à huile et les autres plantations à grande échelle tentent aujourd'hui de « se maquiller en vert » en s'engageant à maintenir une « déforestation zéro » ou à « améliorer » autrement les plantations au moyen de systèmes de certification comme la RSPO. Mais elles continuent de suivre leur logique d'expansion illimitée. Toutes ces approches et mesures constituent des menaces pesant sur d'autres communautés qui risquent de perdre leurs moyens d'existence. C'est pourquoi nous condamnons ce modèle industriel axé sur la croissance et l'exportation qui encourage l'expansion du palmier à huile partout sur la planète. Les monocultures d'arbres à grande échelle ne peuvent d'aucune façon être acceptables ni pour les communautés locales ni pour une planète confrontée à une crise sévère avec de multiples symptômes, notamment les changements climatiques, la détérioration économique et environnementale et l'augmentation de la militarisation et des violations des droits de l'homme.

Dans les pays où les plantations industrielles de palmiers à huile occupent de grandes superficies, les gouvernements devraient accorder une priorité absolue aux revendications des communautés et appuyer leur contrôle sur les terres et les forêts dont elles dépendent au lieu d'adopter des politiques qui encouragent la remise de ces territoires aux sociétés transnationales. Nous exhortons aussi les gouvernements à investir dans la production locale diversifiée d'aliments et la souveraineté alimentaire. Ce sont les meilleures façons d'appuyer les communautés et les économies locales et nationales, tout en faisant la promotion d'une plus grande justice sociale et environnementale.

« Les plantations ne sont pas des forêts! »

- Acción Ecológica, Ecuador
- Asian Peasant Coalition (APC)
- Brainforest, Gabon
- CALG - Coalition against Land Grabbing, Philippines
- Censat Agua Viva, Colombia

- Centre pour l'Environnement et le Développement - CED, Cameroon
- COECOCEIBA - Amigos de la Tierra Costa Rica
- Colectivo de Reservas Campesinas y Comunitarias de Santander, Colombia
- Consumers' Association of Penang, Malaysia
- ERA/FoE Nigeria
- FASE/ES, Brasil
- Friends of the Earth International
- Fundaexpresión, Colombia
- GRAIN
- JA! / FOE Moçambique
- Kilusang Magbubukid Ng Pilipinas (KMP), Philippines
- Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales - OLCA
- Organización Ambiental Chinampa, Colombia
- Organización Fraternal Negra Hondureña - OFRANEH, Honduras
- Otros Mundos, México
- People Common Struggle Centre – PCSC, Pakistan
- Red latinoamericana contra los monocultivos de árboles - RECOMA
- Sahabat Alam Malaysia / FOE Malaysia
- SAVIA, Guatemala
- Sawit Watch, Indonesia
- School of Democratic Economics - SDE, Indonesia
- Struggle to Economize Future Environment (SEFE), Cameroon
- Third World Network, Malaysia
- World Rainforest Movement - WRM